

## **Fin de la déclaration de mission de M. Yao Agbetse, Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine**

### **République centrafricaine : Les victimes demandent plus d'implication avec les mécanismes de lutte contre l'impunité, déclare un expert de l'ONU.**

GENÈVE (18 août 2023) - La situation des droits de l'homme en République centrafricaine demeure préoccupante malgré les avancées, notamment la validation récente de la Politique nationale des droits de l'homme qui donne la vision et l'orientation stratégiques de l'Etat sur les questions des droits de l'homme. Beaucoup de défis restent à relever notamment:

**Sur le plan politique**, après les tensions et les divisions nées du référendum constitutionnel, il urge que les autorités centrafricaines engagent avec l'ensemble des acteurs un dialogue politique authentique destiné à décrire la situation et à créer un climat de confiance. Seul un dialogue politique inclusif peut offrir un cadre de (re)construction du consensus car l'approche militaire qui a montré ses limites a impérativement besoin d'une offre politique cohérente et prédictible.

Ce climat politique apaisé est essentiel à la reprogrammation prompte des élections locales, jadis différées *sine die*. La mise en place des mécanismes de la gouvernance locale prônée par la loi sur la décentralisation et l'APPR RCA offre le socle sur lequel doit se bâtir le processus de la restauration de l'autorité de l'Etat. C'est pourquoi le Gouvernement doit mettre tout en œuvre pour rassurer et créer les conditions d'un scrutin inclusif, transparent, juste et démocratique avec la participation effective des femmes et des jeunes suivant le quota fixé.

L'Expert indépendant exhorte les autorités à relancer le processus de mise en œuvre de l'Accord de Khartoum (APPR-RCA) et de la Feuille de route conjointe de Luanda, et à s'engager à respecter les 217 recommandations du dialogue républicain en prenant des mesures politiques concrètes pour encourager les autres acteurs du conflit à respecter leurs engagements.

Une diplomatie sous régionale s'impose aux autorités centrafricaines comme un impératif pour adresser les questions de sécurisation des frontières, notamment avec le Soudan, et les problématiques relatives à la transhumance, au retour sûr, durable et digne des réfugiés centrafricains et ceux des pays voisins ayant trouvé refuge en RCA.

**Sur le Plan sécuritaire**, le contexte reste tendu. La multiplication des attaques des groupes armés, notamment la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) et la montée du groupe « Azandé Ani Kpi Gbé »<sup>1</sup> dans le Sud-Est, crée un climat d'insécurité. L'insécurité impose des souffrances inutiles à la population et l'empêche de mener ses activités quotidiennes. Les attaques directes des groupes armés sur les populations, ou celles perpétrées dans les villages, les sites miniers, les champs et sur les routes ont un impact sur l'activité économique des populations en engendrent des violations graves des droits de l'homme. L'insécurité est l'obstacle majeur à la restauration de l'autorité de l'Etat ; elle accroît la dépendance de la population à l'aide humanitaire. Empêchées de vaquer à leurs activités agricoles, commerciales

---

<sup>1</sup> Une milice d'auto-défense dans la préfecture de Haut-Mbomou.

et d'élevage, les populations ne peuvent pas remplir leurs greniers pour assurer leur sécurité alimentaire, constituer des semences pour les prochaines campagnes agricoles et accéder aux biens de premières nécessités.

L'insécurité limite également le processus de la restauration de l'autorité de l'Etat. Les infrastructures administratives, commerciales, scolaires, sanitaires et sportives détruites ou délabrées ne peuvent pas faire l'objet de reconstruction ou de réhabilitation, ce qui prive les populations de ces régions des services sociaux de base et d'accès aux des mécanismes de police et de justice.

**Sur le Plan humanitaire**, au Nord-Est, dans la Vakaga, à cause du conflit au Soudan, 17.820 réfugiés et demandeurs d'asile, en majorité constituée de femmes et enfants ont afflué vers Am-Dafock puis installés à Korsi près de Birao à 65 km de la frontière pour des raisons de sécurité. 4.701 rapatriés centrafricains du Soudan en font partis. En outre, les tensions au Tchad ont poussé 37.000 réfugiés et demandeurs d'asile Tchadiens au Nord-Ouest. Ils sont accueillis dans la région de Paoua (Préfecture de l'Ouham-pendé). Ces tensions ont des répercussions sur le plan social avec une pénurie et une augmentation sensible des prix de denrées de première nécessité. Plus de 72% des réfugiés sont accueillis dans des familles d'accueil, ce qui nécessite un accompagnement psychologique, matériel et financier de ces familles.

J'appelle la communauté internationale à appuyer les opérations humanitaires par le financement du Plan de réponse humanitaire.

Nord-Ouest, la situation des engins explosifs est aussi préoccupante. Les victimes sont essentiellement les populations civiles qui sont aussi privées d'assistance humanitaire dont elles ont besoin. J'appelle les partenaires techniques et financiers à fournir les ressources nécessaires à UNMAS et aux organisations ayant de l'expertise dans le domaine pour le déminage de ces zones infectées.

La situation en RCA et son évolution requièrent une combinaison des efforts sur le front humanitaire et celui du développement. Les réponses humanitaires dictées par l'urgence doivent se conjuguer avec des actions de développement qui s'inscrivent dans un plan de développement national.

**Sur le plan de la restauration de l'autorité de l'Etat.** Dans la Vakaga, comme ailleurs, l'absence de nombreux enseignants à leur poste, malgré l'apport de la MIUNUSCA pour le transport des fonctionnaires, diminue la qualité de l'éducation assurée à 80% par des maîtres-parents bénévoles à Birao où beaucoup d'agents de santé qualifiés manquent également à l'appel dans les districts sanitaires. En outre, l'insuffisance des forces de sécurité intérieure qui doivent poser les premiers actes judiciaires portent atteinte au rétablissement à la chaîne pénale et limite l'accès à la justice.

**Sur le Plan de l'éducation et de la formation professionnelle**, il est ressorti d'un atelier organisé par l'Expert Indépendant avec les acteurs clés du domaine et le ministre de l'éducation, l'importance de changer de paradigme et d'évoluer d'une approche par agence à une approche concertée grâce à une alliance des acteurs (Etat, agences des Nations Unies et partenaires techniques et financiers) qui mutualisent leur expertise et leurs ressources, sous l'égide et le leadership du ministère de l'éducation et de la formation professionnelle. La nouvelle approche vise la création décentralisée de centres de formation professionnelle et

d'alphabétisation dotés d'un système de financement des projets développés par les étudiants formés à l'issue d'un parcours de 2 ou 3 ans.

**Sur le plan de la lutte contre l'impunité.** Les tensions internes à la CVJRR sont un sujet de préoccupation. Une solution doit être trouvée dans les plus brefs délais pour relancer les activités de la mise en place des instruments stratégiques, de la mobilisation de ressources, de développement des outils opérationnels et d'extension de la sensibilisation dans l'arrière-pays.

Par ailleurs, les associations de victimes demandent une plus grande synergie avec les mécanismes de lutte contre l'impunité.

La mise en place d'un fonds de réparation des victimes reste un défi à relever.

-----